

## La discrimination à l'œuvre L'exemple des Roms, une ethnie a-territoriale Un entretien avec Claire Auzias

**I**l n'y a sans doute pas aujourd'hui, sur terre, de peuple plus méprisé et discriminé que les Roms. De la diabolisation absolue à la fausse compassion, ces derniers font l'objet d'un rejet quasi total. L'absence de territoire identifiable, une forme d'organisation sociale atypique rendent les Roms définitivement suspects aux yeux de la société globale.

Quant aux anarchistes, ils ne semblent malheureusement pas avoir pris l'exacte mesure de la problématique rom, pourtant bien éclairante quant aux pratiques de pouvoir.

*Ethnie, peuple, territoire parlons, si tu le veux bien, de toutes ces notions pour tenter une définition la plus juste possible des Roms.*

Les Roms<sup>1</sup> se sont définis eux-mêmes comme un groupe sans territoire. Et moi, pour affiner leur propre définition, je les ai définis comme une ethnie sans territoire.

Une ethnie, du grec *ethnos* (peuple) est une société humaine fondée sur la conviction de partager une même origine et sur une communauté effective de langue et, plus largement, de culture.

Une ethnie, c'est un peuple sans État<sup>2</sup>.

1. Rom signifie «homme» dans la langue romani. Ce terme désigne à la fois une branche spécifique originaire d'Europe orientale et balkanique et l'ensemble des Gitans, Roms et Manouches. On estime de 7 à 12 millions le nombre de Roms «résidant» en Europe, principalement en Roumanie et dans les Balkans. La Roumanie compte 2,5 millions de Roms et la Bulgarie 650 000. En France, 400 000 personnes sont recensées comme «gens du voyage et roms», les Roms étant minoritaires parmi elles. Ces chiffres sont des estimations, les statistiques ethniques étant impossibles. On pourra lire avec intérêt, le n° 25 de la revue *Chimères* (fondée par Deleuze et Guattari), printemps 1995, consacrée au thème «Tsiganes, Trans-Territorialité», dans lequel on trouvera trois textes de Claire Auzias.

2. Voir à ce sujet les travaux de Pierre Clastres (1934-1977), anthropologue et ethnologue, auteur, entre autres, de *La société contre l'État*, Paris, Éd. de Minuit, 1974.

À la différence des Grecs qui ont choisi de s'organiser en *polis*, les Roms, eux, ont fait un choix différent.

Comme on utilise des notions de politique générale, il faut revenir à la source. S'opposent donc à l'État tel qu'il a été défini depuis la polis grecque – qui est d'ailleurs elle-même un ensemble de polis, de petites cités qui se rassemblent, avec un effet centralisateur – tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette définition. Les ethnies notamment. Parmi celles-ci, les Roms sont la principale, d'Europe en tout cas.

Il y a dans le monde 400 millions d'êtres humains qui appartiennent à une ethnie, au sens anthropologique du terme. Les Lapons, les Inuits, les Touaregs par exemple. Parmi ces ethnies, certaines ont un territoire sur lequel habitent des gens qui veulent y rester, considérant qu'ils y sont nés et que c'est à eux et chez eux.

Certaines ethnies ont un rapport très étroit avec la terre, le territoire. Cela s'appelle des ethnies territoriales. Il y en a beaucoup (les Amazoniens en sont un bon exemple), mais il y a une seule ethnie sur la terre qui soit une ethnie a-territoriale, les Roms.

Affirmation qu'il convient, bien entendu, de soumettre à l'épreuve de la réalité, si on en découvre quelque part d'autres.

Qu'appelle-t-on un territoire ? C'est une notion dont la définition la plus

3. Géographe et géopoliticien né en 1929, Yves Lacoste a contribué, par ses travaux, à inscrire la géographie dans les débats de société. Dans son ouvrage le plus connu, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* (publié en 1976 chez Maspero, réédité à La Découverte en 1988), il a mis en évidence la notion de territoire utile aux militaires.

4. « Dieu a donné la terre au gadjo ; au Rom, il a laissé la route ». Proverbe extrait de *Sagesse et humour du peuple rom* par Marcel Courthiade, L'Harmattan, Paris, 2007.

5. Nom donné par les Roms aux non-Roms.

précise se trouve dans le jargon militaire. Un territoire, ça appartient à l'armée : il s'agit là d'une notion guerrière dont va découler la notion d'État. Yves Lacoste<sup>3</sup> avait très bien décrit cela.

On peut nous dire ou on peut penser que ceux qui vivent dans un lieu ont un sentiment subjectif d'appartenance à leur territoire. Les Roms trouvent que le fait que les autres aient un territoire suffit à leur bonheur<sup>4</sup>. (*rires*)

Prenons l'exemple, symétriquement opposé, des Touaregs. En vrais nomades, ceux-ci se construisent un territoire qui n'est pas l'État, qui n'est pas le pays où ils sont nés, qui n'est pas un certain nombre d'autres définitions administratives : le territoire c'est l'espace où ils se meuvent, lequel transgresse de fait les frontières artificielles que sont les États. Mais ce territoire a des limites, il est tracé, marqué par exemple par la zone de pâturage pour les troupeaux, les zones où l'on va trouver de l'eau.

Chez les « gens du voyage », il n'y a rien de tout cela. Ici ou là, c'est chez eux, mais sous la forme d'utilisations temporaires du territoire. Le territoire du Rom c'est sa caravane, sa famille, sa civilisation romani, sa musique, sa langue, sa revendication de savoirs-faire qui lui sont propres et qu'il tient avant tout à (sauve) garder. C'est aussi le territoire où il y a du travail à échanger avec le gadjo<sup>5</sup>. C'est un espace vécu.

Pour les Roms, tout se passe à la surface de la terre : la notion de sous-sol n'existe pas pour eux, à l'inverse des Touaregs qui, par exemple au Niger, revendiquent par les armes la propriété du sol et surtout du sous-sol riche en uranium.

Le problème, c'est de pouvoir avancer, rouler, circuler. Pour autant, même lorsqu'ils acquièrent un terrain et deviennent propriétaires, les persécutions se poursuivent.

Ils n'ont pas donc pas de territoire en propre, mais ils utilisent une multitude de territoires, et c'est précisément là où cela devient intéressant, parce qu'avec les Roms on est en plein dans la notion de « territoire existentiel ».

*Pourrais-tu développer ce concept ?*

C'est un concept mis en évidence par Deleuze et Guattari, que l'on retrouve dans leur ouvrage *Mille Plateaux*<sup>6</sup>. C'est un concept fondamental, indispensable pour éliminer toutes ces lourdeurs et toutes ces boues qui nous obstruent, si je peux m'exprimer ainsi avec autant de vulgarité à propos de grandes choses philosophiques. Pour eux, le « territoire existentiel », c'est l'espace subjectif, mental, personnel et néanmoins actif dans lequel tu as décidé d'évoluer et de prendre tes marques. C'est-à-dire dans l'art, la poésie, l'édition, l'anarchie, ton lieu de vie, tout cela ce sont des territoires existentiels.

Ce que Deleuze et Guattari ont analysé, c'est le fait de changer de territoire, aussi bien au niveau psychique qu'au niveau réel. On abandonne le territoire (dé-territorialisation) avec ses règles, ses contrôles, son micro-fascisme sur lequel on évolue pour aller trouver une terre (encore vierge) sur laquelle on placera sa « petite machine à soi » (re-territorialisation). Là, nous sommes au cœur de la problématique Rom.

Les Roms se définissent eux-mêmes, et ont décidé de rester, une ethnie sans territoire, a-territoriale. Ça, c'est leur définition, l'a-territorialité. Il n'y a pas de penseur plus actif en matière d'a-territorialité que Deleuze : l'être humain n'est pas déterminé *ad vitam aeternam* par un lieu, une immobilité, il n'est pas sclérosé. Les Roms sont une ethnie a-territoriale. C'est la seule définition d'anthropologie politique correcte les concernant.

Qu'est-ce qui fait que les Roms n'ont pas choisi de territoire, je ne le sais pas. Il y a actuellement une mythologie qui est en train d'essayer de prendre chez les Roms, selon laquelle ils auraient un lieu d'origine territorialisé, une ville nominative où ils auraient tous été des brahmanes. Qu'ils soient d'origine indienne ne fait aucun doute, mais nul ne sait s'ils n'étaient pas répartis comme tout le monde sur des centaines de kilomètres.

Forcément, ils viennent de quelque part, d'un lieu réel et concret, mais quel est ce lieu, ce territoire d'origine, je n'en sais rien.

Rien n'est moins sûr qu'ils soient originaires du nord de l'Inde, rien ne le prouve en tout cas.

C'est d'ailleurs à cause du désintéret pour cette ethnie que l'on ne sait toujours pas d'où ils viennent. Pour les Inuits par exemple, les recherches de nature scientifique ont été nombreuses (si l'on pense, par exemple, aux multiples expéditions dans l'extrême grand nord). Sans parler, sur le plan culturel, de l'art inuit.

Chez les Roms, il n'y a rien de tout cela, nous nous trouvons là face à un désintéret intellectuel, scientifique et culturel total.

*Pourquoi ?*

Par racisme, tout simplement. Dans le milieu anarchiste on retrouve ce même désintéret pour les Roms : à cet égard les anarchistes, une fois de plus, ne sont pas différents des scientifiques, des intellectuels !

6. *Mille Plateaux*, second des deux volumes ayant pour sous-titre « Capitalisme et schizophrénie » (Éd. de Minuit, 1980), est le fruit de la collaboration entre Gilles Deleuze, philosophe (1925-1995) et Félix Guattari, psychiatre (1930-1992). Dans la lignée de *L'Anti-Œdipe*, *Mille Plateaux* a permis de renouveler une grande part de la théorie politique, en particulier de la pensée marxiste.

Dans un article intitulé « Les Roms, une nation sans territoire », publié dans le numéro 8 de Réfractons (2002) qui traitait de « Fédéralismes et Autonomies », Xavier Rothéa pointait déjà cet aspect. Comment l'expliques-tu ?

Les libertaires ne sont pas mieux que les autres au sens où ils raisonnent à partir de schémas dépassés et avec des concepts d'origine léniniste qui sont impropres à la problématique des Roms. De même, penser en termes de classes (sur le schéma des classes intégrées comme on peut les repérer dans nos sociétés occidentales) n'est guère plus pertinent. Les Roms ne rentrent pas dans le schéma de la raison occidentale et de la philosophie qui lui est attachée.

En un mot comme en deux, les anarchistes utilisent, pas seulement avec les Tsiganes mais aussi avec de nombreux autres peuples opprimés, une pensée euro-péo-centriste inopérante. C'est inintéressant de faire une analyse unidimensionnelle de classe sociale chez les Roms, parce qu'ils se sont choisis un groupe, une ethnie entre soi, qui dépasse (transcende) le concept de classes.

Les rares fois où les libertaires se sont montrés solidaires, c'est davantage en référence à la position de prolétaires.

On est mal par rapport à la situation de certains peuples. Et quand on est dans une position de soutien, on ne le fait que pour autant que cela rentre dans un certain nombre de nos schémas.

Au-delà du problème spécifique des Roms, un certain nombre de penseurs libertaires ont pourtant écrit quelques belles pages sur les ethnies et peuples : Louise Michel sur les Canaques, Flores Magón sur les Indiens, Elisée Reclus également dans *L'Homme et la Terre*.

Sans aucun doute, ce sont les artistes qui ont fait le plus pour les Roms en leur conférant un statut esthétique en quelque sorte, Baudelaire notamment.

Pourtant, de nombreuses ethnies ont fait l'objet de recherches, d'études ?

Oui, mais parce que ce sont des ethnies que je qualifierais de gratifiantes. Par exemple les Indiens qui sont liés à l'histoire du colonialisme occidental. Il s'agit là d'un miroir gratifiant pour ceux qui s'y intéressent : il y a un échange, de la poésie, du concret. Par ailleurs certains de ces peuples, pas tous, loin de là, se sont illustrés au travers de leurs combats, de leurs résistances, ils font partie de ce que l'on appelle les peuples résistants.

Les Indiens du Chiapas, par exemple, sont beaux, ils luttent, inscrivant eux-mêmes leur lutte dans un rapport armé/non armé.

*Est-ce que tu veux dire par là que les Roms ne se situent pas dans une perspective de lutte, de résistance ?*

Si, mais pas de cette manière-là. La lutte du peuple rom, c'est plusieurs choses. Un : « Vous ne nous aurez pas. » Deux : « Vous ne saurez rien de nous. » Trois : « Vous ne nous approcherez pas. On ne nous achète pas comme cela : nous sommes des Tsiganes et le resterons envers et contre tout ». Eux-mêmes ne veulent pas qu'on les approche.

La résistance des Roms n'a pas encore pris, à notre connaissance, une forme organisée et proclamée politiquement comme dans nos sociétés occidentales. Ça en a pris la forme à l'Est de l'Europe. La modernité politique des revendications du mouvement d'émancipation des Roms se trouve aujourd'hui à l'Est.

*Les Roms, de par leur attitude, participeraient donc à leur propre exclusion ?*

Au regard des cultures étatiques, c'est un dialogue de sourds qui ne peut aboutir nulle part. Les Roms sont organisés d'une façon telle qu'ils peuvent se passer de toute culture étatique : le résultat de cette situation, c'est, de

manière permanente, une confrontation « armée », violente, faite de beaucoup de répression. Il n'y a pas de négociation possible, pas de dialogue.

Ce que je dis là est de l'ordre du symbolique aussi bien que du culturel, du civilisationnel. Je veux dire par-là qu'il y a des gens qui sont Tsiganes et qui ont fait d'autres choix : celui de l'intégration, de l'acceptation des schémas étatiques pour eux-mêmes, mais pas pour leurs peuples (il y a des fonctionnaires, des policiers chez les Manouches, par exemple).

Par ailleurs, ce sont des gens catastrophiquement défavorisés : le fait qu'ils soient organisés en ethnie est un facteur aggravant. En comparaison, les pauvres d'autres groupes ont accès aux droits sociaux minimums. Ce qui n'est pas le cas des Roms.

*Que revendiquent-ils ? Une intégration dans les sociétés européennes ? La reconnaissance de leurs droits ?*

Ils réclament un passeport européen transnational, c'est-à-dire qu'ils ne l'auront jamais, la définition d'une ethnie a-territoriale (un peuple a-territorial). Même quand ils se définissent en tant qu'ethnie, ils ne mettent pas en avant cette notion, car ils savent qu'aucune structure politique européenne ne pourra les entendre, puisque c'est contraire à l'organisation européenne même.

Donc ils revendiquent le terme de « nation », même s'ils savent qu'ils n'en sont pas une.

Le passeport transnational, c'est le droit de bénéficier de la liberté de circulation, comme tout le monde. Qui plus est, en tant que citoyens européens (les Roumains et les Bulgares sont entrés dans l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007), ils ne devraient pas avoir à réclamer ce droit. C'est curieux, non ? Est-ce que nous, nous demandons un droit de circulation en Roumanie ?

*Par rapport à la notion même de mobilité, il y a un paradoxe fondamental. D'un côté il y a une société globalisée qui incite l'ensemble des citoyens à une extrême mobilité des personnes (notamment sur le plan économique avec l'exemple des délocalisations en Europe). De l'autre, il y a les Roms dont la mobilité est sous totale surveillance : comme s'ils étaient assignés à une résidence qu'on leur refuse par ailleurs ?*

Oui, c'est la situation faite aux Tsiganes qui campent à la périphérie des centres villes mais jamais à l'intérieur, et que l'urbanisation progressive repousse sans cesse toujours plus loin.

Et cela, tu le vois de génération en génération, chez les Roms : Montreuil, Lyon en sont de bons exemples.

Leur recherche permanente d'espace, pas forcément urbain d'ailleurs, se complique de jour en jour. Aujourd'hui, dans nos villes, le moindre espace est convoité pour satisfaire les demandes d'accession à la propriété : alors on les met dehors avec l'accord (sinon la complicité) des municipalités qui se livrent, au passage, à des opérations de spéculation immobilière.

On rejoint là exactement l'analyse de Mike Davis<sup>7</sup> sur le bidonville global, appliqué en terme de territoire aux pauvres de la planète : ce sont des populations déclassées parmi d'autres à la différence qu'elles s'entassent dans des bidonvilles à la périphérie des villes, dans un état d'extrême pauvreté et de dénuement matériel.

Les bidonvilles des Roms les plus contemporains que l'on connaisse sont précisément ceux de ces Roms migrants d'Europe de l'Est qui s'entassent aux

7. Dans son ouvrage *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global* (La Découverte, 2006), Mike Davis, chercheur indépendant tout à la fois sociologue, ethnologue et historien, analyse le phénomène du bidonville à l'heure de la mondialisation.

périphéries des villes (françaises ou italiennes notamment) et qui font régulièrement l'objet de perquisitions et d'évacuations massives<sup>8</sup>.

*Par rapport aux Roms, il y a toujours le souci de contrôle social, de savoir où ils sont: ne retrouve-t-on pas là l'éternel réflexe des autorités vis-à-vis des classes dites dangereuses?*

Absolument. Les Roms peuvent être assimilés à une classe dangereuse, en ce sens qu'ils échappent au contrôle de l'Etat. Si ce dernier nous incite à nous déplacer, nos téléphones portables satellitaires ne sont jamais très loin pour permettre à l'Etat de savoir en permanence où nous nous trouvons.

Nous sommes pour ainsi dire tous avec notre bracelet électronique, en quelque sorte.

*On rejoint là le concept de globalisation de la surveillance défini par Armand Mattelart par exemple.*

8. À la fin du mois d'août 2008, plus de 600 Roms ont été évacués du plus grand camp de France situé en Seine-Saint-Denis, à Saint-Ouen, sur un terrain où des logements sociaux doivent être construits. Ces évacuations sont également l'occasion de procéder, sous les prétextes les plus divers, enquêtes sociales ou policières, à un fichage généralisé des populations Roms. Ce qui permettra bien entendu aux autorités de faciliter les opérations liées aux « obligations à quitter le territoire ».

9. Par une loi de 1912, le gouvernement français institue le carnet anthropologique pour les gens du voyage. Un document administratif qui permettra dès avril 1940 d'assigner à résidence ces derniers puis de les interner de 1940 à 1947. Considérés comme « racialement inférieurs » par les nazis, les Roms furent recensés, internés, déportés et finalement gazés en août 1944 à Auschwitz, camp à l'intérieur duquel un camp leur avait été spécialement « aménagé ». On estime que durant la Seconde Guerre mondiale environ 500 000 Roms ont été exterminés.

Au vu de l'organisation sociale actuelle, nous sommes tous surveillés, mais les Roms le sont certainement plus que les autres.

Ce sont au demeurant des individus sur-discriminés avec une identité sur-traumatisée qui fait que leur accès au monde est de fait limité. Comme on l'a vu plus haut, ils limitent d'ailleurs eux-mêmes volontairement cet accès.

Les contraintes qui leur sont opposées de manière permanente, notamment policières, rendent les choses inadmissibles. Malgré cet aspect de surveillance et de contrôle généralisé, il nous reste quand même, à nous *gadjé*, un espace mental social pour protester, pour nous déplacer, pour agir, dont les Roms ne disposent pas forcément.

A-t-on vu ainsi des Roms manifester? Pour les Roms, vivre « heureux » c'est vivre cachés. Ils savent trop ce que c'est que d'être fichés – des fichiers de la police française qui atterrissent ensuite à la Gestapo – ramassés et à la fin exterminés dans les camps, ce que l'histoire a malheureusement montré<sup>9</sup>. Cela, ils l'ont gardé en mémoire.

*Quelle est l'attitude des Roms en matière d'identité?*

S'ils sont citoyens français, ils ont le choix entre se fondre dans le droit commun français en demandant passeport ou carte d'identité nationale. C'est le cas chez beaucoup de Manouches. Ou bien alors ils utilisent le livret de circulation.

Pour autant, la possession de documents administratifs ne leur facilite pas la vie.

Il m'est arrivé de traverser une frontière avec un Manouche, citoyen français très lettré, qui avait refusé la Carte d'identité nationale et qui ne disposait pour tout papier que de son livret de circulation, auquel il a droit légalement. Malgré cela, on l'a tout de même mis de

côté dans un endroit particulier pour remplir un document spécial.

Toutes leurs allées et venues sont aujourd'hui contrôlées. Pourquoi? Parce que c'est une population mouvante, qui sait aussi très bien se « jouer » des autorités (les recensements des Roms ne sont pas toujours aisés à cet égard).

*On présente souvent l'organisation sociale des Roms comme un schéma intéressant sinon idéal, dans la mesure où il n'y a pas d'Etat, pas de représentants, pas d'autorité supérieure. Pour autant, n'est-ce pas une société marquée par le conservatisme, plus qu'une autre?*

Effectivement, l'organisation sociale des Roms ne peut que nous interpeller avec son absence d'Etat, de représentants, d'autorité supérieure. Cependant, le remplacement de l'absence de recours à des lois extérieures explicites et fixées par l'Etat, par d'autres modalités de fonctionnement (à savoir l'autorité d'un groupe sur un autre, d'un vieux sur des jeunes, d'un homme sur une femme ou d'une femme sur une autre femme) ne peut nous satisfaire, nous anarchistes.

Il ne faut pas oublier non plus que la société Rom n'est pas homogène: en son sein il y a éparpillement, multiplicité des groupes qui n'entretiennent pas ou très peu de relations, voire des relations antagonistes.

Les Tsiganes français de vieille souche voient ainsi d'un très mauvais œil l'arrivée des émigrants venus d'Europe de l'Est parce qu'ils estiment que cela nuit à leur image d'intégration: et cela, ils ne le supportent pas.

En revanche, sur la question du conservatisme de la société Rom, il n'est pas juste de dire cela. Je dirais même qu'elle est ni plus ni moins conservatrice qu'une autre. Il y a des points d'oppression certes, là comme ailleurs. Mais il y a aussi une histoire qui se crée,

et à travers elle des évolutions, une modernité, des luttes que l'on peut choisir d'ailleurs de soutenir et d'accompagner.

Les questions de l'exploitation, du patriarcat et de la dépendance de l'individu au sein du groupe familial sont effectivement très prégnantes: elles doivent nous inciter à faire en sorte que les mouvements d'émancipation prennent en charge ces questions. Comme tu le signalais toi-même au début de notre entretien, ces mouvements d'émancipation risquent fort de se heurter à la réalité: la rencontre est difficile, l'échange délicat.

Cela dépend de la façon dont ça se passe. Pour ma part, je n'ai pas eu de difficultés. De fait, toute rencontre pose des problèmes: si tu t'amènes comme un missionnaire, avec tes certitudes pour imposer de manière coercitive quelque chose, tu n'obtiendras rien de plus qu'un missionnaire, c'est clair. Et cela vaut pour tout groupe, pas seulement pour les Roms.

Un exemple tout simple: les Manouches demandent la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans le génocide tzigane lors de la Seconde Guerre mondiale. Une reconnaissance que l'Etat français a admise, tardivement certes, pour les Juifs: il peut donc le faire pour les Roms. Ils le demandent eux-mêmes maintenant. Qu'est-ce qui nous empêche de le demander nous aussi? Rien. Moi en tout cas, je le demande.

Les arguments qui avaient été opposés par l'Etat (Vichy en rupture de la République) aux Juifs d'une part et l'absence d'interlocuteurs chez les gens du voyage français d'autre part, ne facilitent pas, il est vrai, cette reconnaissance. En la matière, la représentativité des Roms peut difficilement être comparée avec celle des Juifs.

*Les Roms bénéficient pourtant d'une organisation au niveau international...*

Oui, tout à fait il y a l'URI, l'Union romani internationale<sup>10</sup>, mais tout cela se passe à l'Est de l'Europe. Rien ne bouge à l'Ouest.

Nous avons une responsabilité sur le plan politique dans le fait que les « gens du voyage, » notamment en France, sont abandonnés entre les mains des Églises. Et parmi ces dernières, les évangélistes<sup>11</sup> sont en première ligne. Cela n'est pas surprenant dans la mesure où l'évangélisme se veut « la » réponse des laissés pour compte de la globalisation, dans un monde moderne qui exclut les plus pauvres.

Pour autant, je connais des Roms évangélistes qui m'ont expliqué que cela leur apportait quelque chose, cela les aidait.

Qu'ils soient évangélistes, humanitaires ou autres, tous ceux qui s'approchent des Roms ont des attitudes qui portent à l'aide bien entendu mais surtout pas à l'organisation, à la prise de conscience collective.

Encore une fois il y a beaucoup de nuances dans la forme des critiques que

10. Créée au début des années 1970 par des Roms issus pour la plupart des pays de l'est, notamment de Yougoslavie, l'URI a joué un rôle très important pour la reconnaissance de l'identité romani. L'URI, qui regroupe la plupart des intellectuels roms, a un rôle consultatif auprès de l'Onu et du Conseil de l'Europe.

11. Chaque année, en France durant l'été, a lieu la convention annuelle des tsiganes évangéliques. Organisée par la mission évangélique tsigane, plus connue sous le nom de « Vie et Lumière », un mouvement pentecôtiste adhérent de la Fédération protestante de France, cette convention a rassemblé en Lorraine plus de 30 000 tsiganes (l'équivalent de 6 à 8 000 caravanes).

12. Philosophe allemand du XIX<sup>e</sup> siècle. *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité* (1784), Paris, Aubier, 1962.

l'on peut faire, mais le problème des anarchistes réside dans la difficulté à soutenir des luttes particularistes, en raison d'une pensée pour l'essentiel basée sur un universel jacobin. Et tout ce qui ne rentre pas dans ce schéma en est exclu. À l'inverse, les Allemands ont d'autres définitions de l'universel dont le fameux Herder<sup>12</sup> qui n'a rien de relativiste et qui fait de chaque particularisme un élément fondateur de l'universel.

Les Français, au lieu d'englober, excluent.

Un Rom, par ses façons de faire, de par son rapport avec la nature et l'univers, l'oralité, la musique, la persécution dont il est victime, enrichit mon propre universel. Et c'est là où j'ai besoin de lui.

*Pourquoi dis-tu que c'est un univers décevant ?*

Précisément parce que ce n'est pas gratifiant. C'est un milieu livré à beaucoup trop de dureté, ce n'est pas Tahiti. Les voyageurs qui se rendent à Tahiti sont tentés de ne plus en repartir, les femmes, la paresse, la beauté... Les Roms c'est tout le contraire de cela, ce n'est pas exactement la douceur de vivre. Tout est très dur. Des gens qui sont dans des conditions socialement et mentalement très dures renvoient l'image d'un univers dur.

On ne peut rien retirer de valorisant de cet univers, cela contribue sans doute à ce désintérêt, ce désinvestissement pour les Roms : à l'évidence, l'univers des Roms ne fait pas miroir...

Ils ont peur qu'on les évangélise. Ils ont peur qu'on leur demande et les oblige à être autres qu'ils ne sont. C'est pour cela qu'ils se méfient de nous. Ce qu'ils demandent c'est le droit de vivre tels qu'ils sont, c'est tout, ils ne demandent rien d'autre. Le droit de ne pas être exterminés, c'est la seule chose qu'ils demandent.

Ce n'est pas par méchanceté, c'est par protection. Ils ont surtout peur qu'on les juge mal...

*...ce que l'on fait de toute manière!*

Bien évidemment.

Il y a cependant des anarchistes à Milan, notamment autour de la revue *A*, qui s'investissent de façon militante auprès des Roms<sup>13</sup>. Il y a des trucs comme cela, des petits trucs qui se passent mais pas vraiment de mouvement organisé : il faut s'y mettre.

*N'est-on pas en train aujourd'hui d'assister à l'émergence, notamment dans les anciens pays communistes, d'une bourgeoisie sédentarisée sur le modèle libéral ?*

Il est effectivement en train de se constituer une bourgeoisie formatée à l'occidentale.

Le mouvement d'émancipation des Roms de l'Europe de l'est et même français, n'ayant pas été relayé par un mouvement politique occidental, mais ayant été exclusivement encouragé d'une part par la Maison blanche et d'autre part par les Églises, n'a pas eu d'autre issue que de se replier sur l'ascension sociale.

Cela a donc contribué à l'émergence d'une bourgeoisie rom, à l'identique de ce qui s'est passé chez les Noirs aux États-Unis, intégrée économiquement et socialement, pour les plus riches d'entre eux bien entendu.

On retrouve ainsi des Roms dans tous les secteurs économiques les plus performants de la société, notamment à l'est. Ils s'affirment comme Roms et exercent des métiers qui ne sont certes pas traditionnellement les leurs, mais qui sont les métiers nécessaires à la construction d'une bourgeoisie libérale à laquelle ils participent désormais sur le modèle américain.

*La possibilité d'un autre schéma te semble-t-elle envisageable ?*

Il faudrait que cela intéresse les anarchistes, mais ce n'est visiblement pas le cas. J'ai l'impression que politiquement cela ne les intéresse pas. Cela est d'autant plus gravissime que la situation qui est faite aujourd'hui aux Roms est emblématique de la politique de domination à l'œuvre dans nos sociétés globalisées.

Elle en est même la manifestation ultime, joignant à la discrimination sociale le racisme et la persécution permanente.

À la différence de Xavier Rothéa, je ne dirais pas pour autant que c'est « la faute » des anarchistes si les Roms se sont tournés vers l'évangélisme et ont adopté (pour certains d'entre eux) un mode de vie sédentarisé et libéral ! Puisque cela est bien antérieur à leur rencontre ouverte par la chute du mur. Le pentecôtisme, c'est l'anti-théologie de la libération, et c'est pour cela qu'il a gangrené depuis longtemps les couches les plus méprisées de la planète.

En revanche, le désintérêt massif et total des anarchistes, voire même d'une gauche digne de ce nom, vis-à-vis des Roms n'incite pas à être optimiste quant à un éventuel renversement de tendance. L'Opus Dei a de beaux jours devant lui.

Et c'est bien là que se situe le véritable problème.

### Propos recueillis par Bernard Hennequin

13. La revue a notamment publié un double dvd, *a forza di essere vento, lo sterminio nazista degli Zingari*, et son rédacteur Paolo Finzi le présente inlassablement dans les principales villes d'Italie. Voir [www.arivista.org](http://www.arivista.org)



Pont à Srinagar, Inde, 2008. Photo Christiane Passevant

*Claire Auzias a été l'une des vingt personnes à l'origine de Réfractifs, c'était en 1996. À ce titre, elle a fait partie du collectif de rédaction de la revue jusqu'au numéro 2, été 1998, date à laquelle elle en démissionna, avec trois autres personnes, sur la base de divergences politiques.*

*Dans le cadre de ce numéro 21, Claire a accepté de collaborer ponctuellement sur un sujet qu'elle connaît particulièrement bien, à savoir la problématique « Territoire, nomadisme et exclusion ». Elle a souhaité dédier les pages de cette réflexion à Alain Pessin, un des fondateurs de la revue, parti en même temps qu'elle et récemment disparu.*